

Rencontres de l'arbre – 25/11/2021 Paimpont

Atelier 1 – 14h

- Exemple de la commune de Mordelles qui a un projet de groupe scolaire, cf. CDC disponible sur le site de BRUDED (avec demande de construire en logique d'économie circulaire avec de la terre crue).
- Exemple du multi-accueil de la CC de St Méen Le Grand disponible également sur le site de BRUDED.
- L'ADEME (Marie Milin-Haulbert) insiste sur l'intérêt de faire appel aux personnes compétentes dès le début « mettre de l'argent au début pour en gagner à la fin » pour garantir de bien définir ce qui est souhaité dès le programme.
- **Question** Sous quelle forme se présente une preuve de l'origine du bois ?
Traçabilité :
 - Bois via négoce : pas de réelle traçabilité (le négoce a différents appros, il n'est pas possible de tracer chaque « bout de bois ». Il peut également opposer une confidentialité sur ses appros)
 - Bois via scieur local : le rayon d'appro est en général inférieur à 250 km ce qui peut être considéré comme « local ». Sauf exception, il est difficile de dire de quel arbre vient chaque bout de bois car le brassage des troncs en scierie fait perdre la traçabilité. Mais on sait d'où viennent les grumes sur le plan administratif.
 - Bois fourni par le Maître d'Ouvrage (« ultra-local ») :
 - Scierie mobile (petits volumes / vérifier si les débits requis sont réalisables) : Le scieur réalise une prestation de sciage sur le lot de grumes fournies, puis mis en œuvre par le charpentier (attention : vérifier les possibilités/exigences de séchage (18% HR selon DTU, rabotage et classement mécanique conforme à l'étude structurelle)) => traçabilité maîtrisée
 - Transformation en scierie classique : A voir au cas par cas... selon le volume journalier/hebdomadaire transformé par le scieur ce dernier pourra ou non isoler les bois fournis par le Moa.
 - Bois d'origine certifiée exigible dans les documents de consultation :
 - Bois de France : Bois ayant poussé en France puis transformé en France. Label récent donc encore peu d'entreprises certifiées actuellement.
 - Bois d'origine locale (Bois des Alpes...). Pas de version bretonne à ce jour.

NB : Les labels de certification de gestion forestière durable (FSC et PEFC) garantissent la conformité à un cahier des charges permettant une gestion durable de la forêt. Ils ne permettent pas d'informer l'acheteur final sur l'origine géographique du bois. Si on mène l'enquête, tout est tracé est on peut remonter aux achats de l'entreprise mais en globalité.

- **Question** Est-ce qu'écrire une demande d'évaluation carbone peut faciliter la sélection d'entreprises locales ? Pas vraiment car les petites entreprises locales ne sont pas toujours en capacité de produire un bilan carbone ou équivalent simplifié. Cela peut donc même à l'inverse disqualifier ces petites structures locales. Il est cependant légal dans un marché public de demander aux entreprises candidates de renseigner – à titre indicatif et non discriminatoire - un tableau indiquant l'origine et le parcours des bois indiquant où ils ont été transformés (quelles entreprises : scierie, 2^{nde} transformation, assemblage...), qui permet ainsi d'obtenir un aperçu des km parcourus.

- **Question** Besoin de qualification du bois par un scieur ? Question de la réception du bois pour qu'il soit estampillé CE et qu'il dispose de la décennale.
Marquage CE obligatoire uniquement pour *mise sur le marché* européen des produits concernés (dont les bois de structure). Concerne donc le 1^{er} metteur sur le marché (fabricant ou importateur si produits fabriqués hors UE). Le marquage CE atteste que les produits sont conformes aux normes fr/euro et surtout qu'ils ont fait l'objet d'un classement mécanique (détermination de la classe de résistance mécanique : par ex C18, C24, D30...). En France, ce classement se fait presque toujours visuellement (inspection des propriétés du bois : fil, nœuds, ...) par une personne habilitée – le classement par machine se faisant très peu. Il est possible de vérifier les scieries habilitées à fournir du bois marqué CE sur leur site ou en les consultant.
→ Cas d'une collectivité propriétaire du bois le mettant en œuvre dans un bâtiment public : pas de mise sur le marché, seulement des *prestations* de la part du scieur et du charpentier.
→ Cas d'une collectivité ou d'acteur privé vendant son bois au scieur : obligation classement marquage CE impératif.
Dans d'autres configurations, passer par une personne tierce pour le classement des bois peut être envisagé (ex : centre technique spécialisé bois) mais le coût financier sera important.
Dans tous les cas, le charpentier a la responsabilité quant bois qu'il met en œuvre, que le bois soit marqué CE ou pas. Il relève de ses compétences de choisir les bois qu'il met en œuvre.
- **Question** Interdiction du bois exotique sur la commune ? Peut se réfléchir dans le cadre d'une meilleure intégration dans le patrimoine communal. Légalement, ne devrait pas être possible d'interdire le bois exotique dans un marché public mais possibilité de spécifier essence européenne voire locale.
- **Question** Peut-on connaître les essences disponibles en Bretagne ? Oui, site dédié édité par Fibois : www.boislocalbretagne.bzh
- **Question** Beaucoup de difficultés liées aux bureaux de contrôle, comment faire ? Il y a des spécificités à intégrer dans la consultation des BC pour ce type de projets.
Et pour les AMO ? Oui AMO, spécialisés biosourcés ou AMO environnement qui se sont formés.
- **Remarque** Besoin d'un programme bien défini et avec une enveloppe budgétaire cohérente. Attention également aux coûts de fonctionnement – coût global, OPEX et CAPEX.
- **Remarque** Bois local on en parle depuis 5-6 ans, mais il reste des obstacles à l'ultra-local. Ce qui peut coïncider c'est garantir la dimension structurelle du bois et obtenir la décennale.
- **Question** Référencement de projets qui ont utilisé du bois local ? Préau et extension école de Mouais, Mazan RFCP, école primaire ou centre de loisirs Rosny-sous-bois (architecte municipal), Grand-Est, sur site BoislocalBretagne, guides sur d'autres régions (Limousin, nouvelle Aquitaine)
- Enjeu sur bocage pour utiliser le bois d'œuvre en valorisation économique. Nouvelles plantations en haies bocagères ? Anticipation sur renouvellement de la haie bocagère.
« Exploiter la croissance et non le stock »

Atelier 1 – 16h

- Pays de Dinan – Pays de Saint Malo : PNR bois local en Bretagne ou proximité ?
- Petit bailleur : exprime une difficulté à prescrire ne serait-ce que du bois français.
- Besoin de bien identifier le bois d'œuvre dans le bocage